

Compte rendu de la session de printemps 2023

Madame, Monsieur,

Lors de la session de printemps, les Chambres fédérales ont débattu de plusieurs dossiers de politique universitaire. Le Conseil national a examiné quatre interventions visant à atténuer la pénurie de personnel enseignant du degré primaire. Au Conseil des Etats, une motion dont l'objectif était d'introduire de nouvelles dénominations de titres pour la formation professionnelle supérieure a été longuement débattue et finalement rejetée. Les parlementaires se sont également penchés sur deux motions de politique européenne qui visaient à faire avancer les négociations entre la Suisse et l'UE, notamment dans le but d'associer la Suisse le plus rapidement possible aux programmes de l'UE. Aucune majorité ne s'est dégagée pour ces deux motions.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

Le Conseil national demande un accès sans examen à la formation d'enseignant-e du niveau primaire pour les titulaires d'une maturité professionnelle

Lors de la session de printemps, le Conseil national a débattu de plusieurs interventions de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N) qui visent à lutter contre la pénurie de personnel enseignant du degré primaire. Il a accepté par 122 voix contre 41 et 23 abstentions la motion «Les titulaires d'une maturité professionnelle doivent être admis sans examen aux hautes écoles pédagogiques pour les formations d'enseignant-e du niveau primaire» (22.4268). Celle-ci demande de supprimer l'examen que doivent passer les titulaires d'une maturité professionnelle pour accéder à la formation d'enseignant-e du degré primaire. Le Conseil fédéral rejette la motion au motif que la formation des enseignant-e-s primaires relève de la compétence des cantons et de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Il s'est toutefois montré prêt à examiner les règles d'admission aux Hautes écoles pédagogiques (HEP) et leur amélioration en collaboration avec la CDIP. Un postulat allant dans ce sens (« Admission des titulaires

d'une maturité professionnelle à la formation d'enseignant ou enseignante primaire », **22.4267**) a également été adopté par la Chambre basse. La motion sera ensuite traitée au Conseil des Etats.

En parallèle, la Chambre basse a chargé le Conseil fédéral, par le biais du postulat «Collecter des données de manière ciblée pour lutter contre la pénurie de personnel enseignant » (**22.4265**), de présenter dans un rapport en collaboration avec les cantons et les HEP les raisons pour lesquelles les enseignant-e-s quittent la profession ou y restent. Enfin, le Conseil national a approuvé un postulat qui demande « d'évaluer de façon complète, systématique et scientifique les réformes scolaires adoptées par les cantons » (**22.4266**). Les effets des réformes sur les élèves ainsi que les charges supplémentaires qu'elles imposent aux enseignant-e-s doivent être examinés.

Protocole du Conseil national du 2 mars 2023

Pas de nouveaux titres pour la formation professionnelle supérieure pour l'instant

Le Conseil des Etats a rejeté, en tant que deuxième conseil, la motion «Equivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure» (**20.3050**), par 19 voix contre 16 et 6 abstentions. La motion visait à revaloriser les diplômes de la formation professionnelle supérieure en introduisant les titres «Professional Bachelor» et «Professional Master». Les diplômes suisses de formation professionnelle devaient ainsi être mieux positionnés sur le plan international. Le Conseil fédéral a recommandé de rejeter la motion. Il y voit un risque de mélanger les structures de titres de la formation professionnelle et des hautes écoles, en particulier des hautes écoles spécialisées, et de favoriser ainsi l'académisation de la formation professionnelle supérieure. Par ailleurs, l'examen de nouveaux titres complémentaires pour les diplômes des écoles supérieures fait déjà partie d'un paquet de mesures qui visent à renforcer la formation professionnelle supérieure. Le Conseil fédéral adoptera à ce sujet un Message à l'attention du Parlement au cours de la prochaine législature.

Protocole du Conseil des Etats du 6 mars 2023

Le Conseil des Etats souhaite une association rapide au programme de l'UE, mais pas de cette manière

Lors de l'avant-dernier jour de session, le Conseil des Etats a rejeté par 31 voix contre 8 et 2 abstentions la motion «Mesures urgentes en faveur du pôle suisse de recherche, de formation et d'innovation» (**22.3012**) de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N). Le Conseil fédéral devrait être chargé de mener des négociations avec l'Union européenne dans le but d'associer immédiatement la Suisse

au programme de l'UE Horizon Europe, à Digital Europe, à Euratom et à Erasmus+ pour la période 2021-2027. Le texte de la motion évoquait la possibilité d'une augmentation unique de la contribution suisse de cohésion. Il demandait en plus que les principes pour les futures négociations entre la Suisse et l'UE soient fixés. La Commission de politique extérieure du Conseil des Etats avait recommandé à l'unanimité (moins une abstention) de rejeter la motion, notamment en raison de son lien avec une augmentation de la contribution de cohésion. Elle soutient pleinement l'objectif d'une association de la Suisse aux programmes de l'UE dans les meilleurs délais, mais elle estime qu'il est indispensable de régler au préalable les questions institutionnelles. La Chambre haute a suivi cette recommandation et l'intervention est liquidée.

Protocole du Conseil des Etats du 16 mars 2023

LES PARLEMENTAIRES ONT EN OUTRE ...

...débattu, au Conseil des Etats, de la motion «Post-Covid-19. Pour une plateforme permanente d'expertes et d'experts scientifiques» (**21.3225**). La commission de la science et le Conseil fédéral ont recommandé de rejeter la motion, car l'Administration fédérale a déjà examiné et prévu des mesures allant dans ce sens. La motion a finalement été retirée pour les mêmes raisons.

...rejeté, au Conseil national, par 98 voix contre 90 et 8 abstentions, la motion «Règles institutionnelles concernant la participation de la Suisse au marché intérieur de l'UE. Ouverture immédiate de négociations avec l'UE» (**22.4277**) de sa Commission de politique extérieure (CPE-N). L'objet est donc liquidé.

...adopté, au Conseil des Etats, par 26 voix contre 7 et 2 abstentions et en tant que deuxième conseil, la motion «Maladies touchant particulièrement les femmes. Promotion de la recherche et des traitements» (**22.3869**). La Confédération doit ainsi davantage encourager la recherche sur les maladies qui touchent exclusivement ou le plus souvent les femmes.

...traité, au Conseil national, l'objet du Conseil fédéral «Loi fédérale sur les étranger-ère-s et l'intégration. Admission facilitée pour les étranger-ère-s titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse» (**22.067**) et a adopté la modification de la loi par 135 voix contre 51 et 3 abstentions. Il souhaite ainsi lutter contre la pénurie de personnel qualifié. La prochaine étape sera l'examen du projet de révision par le Conseil des Etats.

...ont, au Conseil des Etats, discuté de l'interpellation «Données actuelles sur la pénurie de personnel qualifié dans les soins» (22.4136). Le dossier est maintenant clos.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

Adaptation du marché du travail, de la formation et de la formation continue à l'urgence climatique et énergétique

Motion (22.4337) de la conseillère nationale Valentine Python (PES).

Déposée le 12 décembre 2022.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 22 février 2023.

Pour des programmes plus ambitieux visant à pallier le manque de personnel qualifié dans le domaine de l'énergie

Interpellation (22.4378) du conseiller national Mustafa Atici (PS).

Déposée le 14 décembre 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2023.

Erasmus +. Attractivité académique de la Suisse

Interpellation (22.4468) du conseiller national Vincent Maître (Centre).

Déposée le 15 décembre 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2023.

Stratégie de la Confédération en matière de science des données

Interpellation (22.4555) de la conseillère nationale Meret Schneider (PES).

Déposée le 16 décembre 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2023.

Domaines Mint. Comment la Confédération soutient-elle les grands lieux d'apprentissage extrascolaires de portée suprarégionale?

Interpellation (22.4468) du conseiller national Niklaus-Samuel Gugger

(Centre).

Déposée le 16 décembre 2022.

Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2023.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

Équivalence des services publics et privés d'orientation professionnelle, universitaire et de carrière

Initiative parlementaire (23.405) du conseiller aux Etats Ruedi Noser (PLR).

Déposée le 14 mars 2023.

Équivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure

Motions (23.3259; 23.3389; 23.3295 – 23.3298) du conseiller national Mustafa Atici (PS), Fabien Fivaz (PES), Jürg Grossen (PVL), Matthias Samuel Jauslin (PLR), Mike Egger (UDC) et de la conseillère nationale Christine Buillard-Marbach (Centre).

Déposées le 16 mars 2023.

Campagne de sensibilisation et formation initiale et continue sur la thématique "environnement et santé"

Motion (23.3198) de la conseillère nationale Katharina Prelicz-Huber (PES).

Déposée le 16 mars 2023.

Promotion des compétences de base : doubler la participation d'ici 2028

Motion (23.3257) du conseiller national Mustafa Atici (PS).

Déposée le 16 mars 2023.

Numerus clausus. En finir avec une sélection des étudiants en médecine sur des critères autres que de compétences et de qualité

Motion (23.3293) du conseiller national Benjamin Roduit (Centre).

Déposée le 16 mars 2023.

Encouragement de l'innovation également pour les (petites) PME

Postulat (23.3059) du conseiller national Andreas Meier (Centre).
Déposée le 7 mars 2023.

Plan d'action national pour une offensive de formation continue destinée aux adultes ayant un faible niveau de formation, un statut précaire sur le marché du travail et une situation professionnelle fragile

Postulat (23.3261) du conseiller national Mustafa Atici (PS).
Déposée le 16 mars 2023.

Pas d'examens professionnels et supérieurs en anglais dans le champ professionnel des TIC : une inégalité de traitement de la part de la Confédération ?

Interpellation (23.3118) du conseiller national Franz Grüter (UDC).
Déposée le 14 mars 2023.

Recul de la science et climatoscepticisme : que fait la Confédération ?

Interpellation (23.3117) de la conseillère nationale Valentine Python (PES).
Déposée le 13 mars 2023.

HEFP. Des prestations financées par la Confédération qui concurrencent le secteur privé

Interpellation (23.3126) du conseiller national Christian Wasserfallen (PLR).
Déposée le 13 mars 2023.

Les réseaux d'entreprises formatrices, et si on offrait plus de flexibilité à ce modèle qui contribue à soutenir l'économie en formant une relève qualifiée et locale ?

Interpellation (23.3130) du conseiller aux Etats Philippe Bauer (PLR).

Déposée le 14 mars 2023.

Baisse des salaires réels pour les diplômés de la formation professionnelle. Que fait la Confédération ?

Interpellation (23.3190) du conseiller national Matthias Aebischer (PS).
Déposée le 14 mars 2023.

Soutien de la Confédération aux offensives cantonales en matière de formation professionnelle

Interpellation (23.3194) du conseiller national Mike Egger (UDC).
Déposée le 16 mars 2023.

Implication de l'Eawag en Suisse Romande

Interpellation (23.3231) du conseiller national Sidney Kamerzin (Centre).
Déposée le 16 mars 2023.

Développement durable dans le développement de la qualité de la formation professionnelle

Interpellation (23.3356) de la conseillère nationale Florence Brenzikofer (PES).
Déposée le 16 mars 2023.

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

Vous êtes inscrit dans notre liste des destinataires avec l'adresse .

Vous ne voulez plus recevoir des informations e-mail? **Effacer votre adresse**

CONTACT

Réseau FUTURE

Münstergasse 64/66, 3011 Berne

Tel. 031 351 88 46

info@netzwerk-future.ch

www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

21 mars 2023
